

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS	9
INTRODUCTION	11
A. – UN INVENTAIRE « À LA PRÉVERT » ?	11
B. – UN PEU D'ORDRE : LE PLAN DU DOSSIER	13
C. – LA PROCÉDURE D'ÉLABORATION DE LA SIXIÈME RÉFORME DE L'ÉTAT	16
D. – L'HYPOTHÈSE DU DOSSIER	19
E. – L'ATOUT DU DOSSIER	21
CHAPITRE 1. – MALAISE AU SOMMET DE LA HIÉRARCHIE DES NORMES	23
SECTION 1. – LES RAISONS DU MALAISE	24
SECTION 2. – LA DÉROGATION DE 2012-2014	27
SECTION 3. – IMMUNISATIONS CONSTITUTIONNELLES ET VERROUILLAGES PAR LA MAJORITÉ SPÉCIALE : A-T-ON FRANCHI LES BORNES ?	31
CONCLUSION DU CHAPITRE 1	36
CHAPITRE 2. – LA COUR CONSTITUTIONNELLE ET LES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES : DES RÉFORMES INACHEVÉES	41
SECTION 1. – LES NOUVELLES TÂCHES DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE	41
§ 1. <i>Le contrôle du respect de la loyauté fédérale</i>	42
§ 2. <i>Les recours contre certaines décisions de la Commission de contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections de la Chambre des représentants</i>	44
§ 3. <i>Le contrôle des consultations populaires régionales</i>	46
SECTION 2. – LES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES ENTRE OMBRE ET LUMIÈRE	48
§ 1. <i>Le pluralisme réaménagé : l'indemnité réparatrice octroyée par le Conseil d'État</i>	50
§ 2. <i>Les contentieux dans la périphérie : si souhaité, un traitement bilingue</i>	51
§ 3. <i>Les juridictions administratives fédérées dans les limites de l'implicite</i>	52
CONCLUSION DU CHAPITRE 2	54
CHAPITRE 3. – LE « RENOUVEAU POLITIQUE » : DES PETITS PAS POUR RENFORCER LA DÉONTOLOGIE POLITIQUE, LES DÉMOCRATIES REPRÉSENTATIVE ET PARTICIPATIVE	55
SECTION 1. – DES AVANCÉES LIMITÉES DANS LE STATUT DES MANDATAIRES ET DES PARTIS POLITIQUES	56
§ 1. <i>La déontologie des mandataires publics</i>	56

§ 2. <i>Les indemnités et dotations publiques</i>	59
SECTION 2. – QUELQUES AMÉLIORATIONS DANS LES DISPOSITIFS DES DÉMOCRATIES REPRÉSENTATIVE ET PARTICIPATIVE.....	63
§ 1. <i>Les évolutions attendues du droit électoral</i>	63
A. La transparence et la lisibilité du système électoral renforcées	63
B. La stabilité du droit électoral garantie	65
C. Le contentieux électoral : un débat vite enterré	67
D. La circonscription électorale fédérale : au frigo	69
§ 2. <i>Le renforcement du rôle des députés</i>	70
§ 3. <i>La démocratisation du fédéralisme coopératif</i>	71
§ 4. <i>La consultation populaire régionale</i>	79
CONCLUSION DU CHAPITRE 3.....	82
CHAPITRE 4. – LA RÉFORME DU SÉNAT : ENTRE RATIONALITÉS ET INCOHÉRENCES	83
SECTION 1. – UN SÉNAT (PLUS) REPRÉSENTATIF DES ENTITÉS FÉDÉRÉES	84
§ 1. <i>La parité, condition sine qua non du bicamérisme ?</i>	86
§ 2. <i>Le Sénat belge, non paritaire, mais représentatif des (principales ?) entités fédérées</i>	87
SECTION 2. – UN SÉNAT AUX COMPÉTENCES DRASTIQUEMENT RÉDUITES.....	92
CONCLUSION DU CHAPITRE 4.....	96
CHAPITRE 5. – LES DÉFÉDÉRALISATIONS À L'ÉPREUVE DE L'HOMOGENÉITÉ ET DE L'EXCLUSIVITÉ DES COMPÉTENCES.....	97
SECTION 1. – LES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES DE LA SIXIÈME RÉFORME DE L'ÉTAT.....	102
§ 1. <i>Les nouvelles compétences des communautés</i>	103
§ 2. <i>Les nouvelles compétences des régions</i>	107
§ 3. <i>Les nouvelles compétences accessoires</i>	109
§ 4. <i>L'attribution de compétences par le transfert de moyens financiers</i>	110
SECTION 2. – DES BLOCS DE COMPÉTENCES D'UNE HOMOGENÉITÉ RELATIVE.....	111
SECTION 3. – LES COMPÉTENCES DONT LES MODALITÉS D'EXERCICE RELATIVISENT L'EXCLUSIVITÉ	116
§ 1. <i>Les compétences-cadres et les compétences dissociées</i>	117
§ 2. <i>Les instruments du fédéralisme coopératif</i>	122
A. Les coopérations procédurales et institutionnelles	122
B. Les accords de coopération	124
§ 3. <i>Les mécanismes de responsabilisation</i>	127
SECTION 4. – DE NOUVELLES COMPÉTENCES CONCURRENTES QUI NE DISENT PAS LEUR NOM.....	129
§ 1. <i>Avant la sixième réforme de l'État</i>	130

§ 2. <i>La création de nouvelles compétences concurrentes dans le cadre de la sixième réforme de l'État</i>	132
CONCLUSION DU CHAPITRE 5.....	133
CHAPITRE 6. – TROIS COMMUNAUTÉS-TROIS RÉGIONS : LE NŒUD GORDIEN OU LA RÉSISTANCE D'UNE DISTINCTION LARGEMENT DÉPASSÉE	139
SECTION 1. – LES DEUX PREMIERS PHÉNOMÈNES DE DÉPASSEMENT : LA « FUSION » FLAMANDE ET LE DÉPEÇAGE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE (ART. 137 ET 138 CONST.).....	140
SECTION 2. – LE TROISIÈME PHÉNOMÈNE DE DÉPASSEMENT ET LES NOUVEAUX PROBLÈMES INDUITS PAR LA SIXIÈME RÉFORME DANS LA RÉGION BILINGUE DE BRUXELLES-CAPITALE (ART. 135BIS CONST.)	144
SECTION 3. – LE QUATRIÈME PHÉNOMÈNE DE DÉPASSEMENT : LES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES DE LA RÉGION WALLONNE VERS LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE (ART. 139 CONST.).....	151
CONCLUSION DU CHAPITRE 6.....	152
CHAPITRE 7. – LES PARIS BRUXELLOIS EN DEMI-TEINTE.....	159
SECTION 1. – LA SCISSION DE BHV ÉLECTORAL, LES COMPENSATIONS ET LA RÉFORME DE L'ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE	160
SECTION 2. – LA NOUVELLE PROCÉDURE DE NOMINATION DES BOURGMESTRES DES COMMUNES PÉRIPHÉRIQUES : PACIFICATRICE ?...164	
SECTION 3. – LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE BRUXELLES, SUBSTITUT DE L'ÉLARGISSEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE : UN ÉCHEC PROGRAMMÉ ?.....	169
SECTION 4. – L'AUTONOMIE CONSTITUTIVE TOUTE RELATIVE.....	171
SECTION 5. – EXIT LE GOUVERNEUR : UNE APPARENCE DE SIMPLIFICATION	173
CONCLUSION DU CHAPITRE 7.....	174
CHAPITRE 8. – LES PROVINCES : BEAUCOUP D'INCOHÉRENCE POUR PEU D'AUTONOMIE.....	175
SECTION 1. – LES ÉCUEILS JURIDIQUES DE LA RÉFORME DES PROVINCES : RETOUR SUR LA DISPOSITION TRANSITOIRE DE L'ARTICLE 195 ET SES MÉANDRES	176
SECTION 2. – LE CONTENU ET L'AMPLEUR DE LA RÉFORME	179
CONCLUSION DU CHAPITRE 8.....	183

CHAPITRE 9. – LES RELATIONS INTERNATIONALES DE L'ÉTAT BELGE :	
ENTRE <i>STATU QUO</i> ET FAUSSE SIMPLIFICATION	185
SECTION 1. – LA REPRÉSENTATION DES ENTITÉS FÉDÉRÉES	
SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE	186
§ 1. <i>L'exclusion du Sénat de l'élaboration des traités</i>	186
§ 2. <i>L'intervention des parlements dans l'élaboration du droit</i> <i>de l'Union européenne, une occasion manquée</i>	189
SECTION 2. – LE MANQUEMENT DES ENTITÉS FÉDÉRÉES	
SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE	192
CONCLUSION DU CHAPITRE 9	197
CHAPITRE 10. – LE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS FÉDÉRÉES :	
L'ART DE NE LÉSER PERSONNE ?	199
SECTION 1. – LA RÉFORME DU FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS	
ET DES RÉGIONS.....	199
§ 1. <i>Les nouvelles règles de financement des « anciennes » compétences</i> <i>attribuées aux communautés</i>	199
§ 2. <i>Les nouvelles règles de financement des « anciennes » compétences</i> <i>des régions</i>	201
§ 3. <i>Le financement des nouvelles compétences des communautés</i> <i>et des régions</i>	203
§ 4. <i>La révision du mécanisme de solidarité nationale</i>	207
§ 5. <i>Le mécanisme de transition</i>	208
§ 6. <i>La responsabilisation « pensions »</i>	208
§ 7. <i>La responsabilisation « climat »</i>	209
§ 8. <i>La contribution des collectivités fédérées à l'assainissement</i> <i>et au coût du vieillissement</i>	209
SECTION 2. – LES COMPÉTENCES FISCALES	210
§ 1. <i>La fiscalité autonome (art. 170 Const.)</i>	210
§ 2. <i>Les compétences fiscales conférées aux régions par la loi spéciale</i> <i>de financement</i>	211
SECTION 3. – LA NOUVELLE STRUCTURE DE FINANCEMENT	
DE LA RÉGION BRUXELLOISE.....	216
CONCLUSION DU CHAPITRE 10	221
CONCLUSIONS	223
A. – LES CHOIX DE LA SIXIÈME RÉFORME	223
B. – LES NON-CHOIX DE LA SIXIÈME RÉFORME	225
C. – LES COMPROMIS DE LA SIXIÈME RÉFORME	232
D. – CHOISIR L'AVENIR ?.....	237
BIBLIOGRAPHIE.....	241
INDEX ALPHABÉTIQUE	245